

Discours

Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel

Sénat – 2^{ème} lecture – mardi 21 décembre 2010

Monsieur le président,
Monsieur le rapporteur,
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

L'objet de cette réforme est de rendre notre système judiciaire **plus simple et moins cher**.

Actuellement, un justiciable, lorsqu'il fait appel, doit avoir recours à deux professionnels : un avoué et un avocat, ce qui engendre pour lui des coûts importants.

Plusieurs rapports, et notamment celui de la commission pour la libération de la croissance française présidée par M. Jacques Attali, et celui de la commission présidée par Maître Jean-Michel Darrois, consacré aux professions du

droit, ont mis en lumière la nécessité de simplifier la démarche du justiciable et de réduire le coût du procès en appel.

Aujourd'hui, la dualité d'intervention qui existe en pratique est difficilement compréhensible pour le justiciable. À l'issue de la réforme, celui-ci pourra s'adresser à un professionnel unique, habilité à le conseiller, à le représenter en justice et à plaider son dossier devant les deux degrés de juridiction.

Le projet de loi vise également à **mettre la législation française en conformité avec le droit européen**.

En effet, la France doit transposer la directive "Services", en vertu de laquelle les règles d'accès à la profession d'avoué sont incompatibles avec le principe de libre concurrence.

Alors que nous débutons la deuxième lecture, je me félicite des nombreuses avancées apportées au projet de loi par le Sénat et confirmées par l'Assemblée nationale.

En effet, votre Haute assemblée a permis de mettre en place un régime d'indemnisation des avoués et de leurs salariés qui prend mieux en compte les préjudices subis. Le texte renforce également les possibilités de reconversion professionnelle pour les avoués et leurs salariés.

Je suis tout à fait conscient que le calendrier parlementaire de ce projet de loi a été erratique. Désormais les professionnels ont besoin rapidement d'une sécurité juridique que seule l'adoption de ce texte peut leur donner.

J'essaierai tout au long de nos débats de vous apporter des réponses précises aux questions demeurant en suspens.

I. Le souci du gouvernement, partagé par votre haute assemblée et par l'Assemblée nationale, a été de trouver la meilleure solution possible pour les salariés des avoués.

1. Ainsi, d'ores et déjà les grands principes suivants ont été votés par les deux assemblées. Ils permettent de prendre en compte les différentes situations et de définir une juste indemnisation :

- les salariés percevront une **indemnité de licenciement d'un mois de salaire par année d'ancienneté**, avec un plafond de 30 mois. Cette indemnité sera versée directement par le fonds d'indemnisation et pourra être cumulée avec les aides relevant de la convention de reclassement personnalisé ;
- ceux qui seraient conduits à **démissionner** percevront la plus avantageuse des deux indemnités suivantes : l'indemnité légale prévue par le code de travail ou l'indemnité prévue par la convention collective ;
- en fonction de leurs qualifications, les salariés bénéficieront de **passerelles avantageuses** vers les autres professions du droit.

2. Il reste des inquiétudes, je le sais, sur le **reclassement de ces salariés**. Voici les précisions que je peux vous apporter avant que ne s'engagent nos débats.

- Je tiens à souligner que **383 postes** leur ont été ouverts **dans les effectifs du ministère de la Justice en 2010**. Néanmoins, il y a eu peu de candidats et aucun des salariés qui a été accepté, n'a souhaité finalement rejoindre le Ministère de la Justice, vraisemblablement parce que la loi n'avait pas été encore votée et qu'ils n'étaient donc pas susceptibles de percevoir les indemnités de licenciement qu'elle crée.
- **En 2011**, l'effort se poursuit avec le recrutement de 19 agents contractuels de catégorie A, le recrutement sans concours de 223 agents de catégorie C. Seront aussi ouverts 497 postes de greffiers sur concours : ce concours est rénové et comprend dorénavant une épreuve orale destinée à valoriser l'expérience professionnelle acquise.

Ainsi, selon leur niveau, les salariés d'avoués pourront postuler à ces différents recrutements.

Je peux vous assurer que tout sera fait au sein du Ministère de la Justice pour faciliter ce reclassement, mais encore faut-il qu'il y ait des candidats, pour cela je suis persuadé que le vote rapide de loi est important afin que les salariés puissent bénéficier des indemnités prévues et envisager plus sereinement leur avenir professionnel.

3. Nous devons aussi valoriser les compétences professionnelles des salariés d'avoués. Leur reclassement passe, nous en sommes tous convaincus, par un **accompagnement personnalisé à la recherche d'emploi**.

Une convention tripartite sera conclue à cet effet, dès le vote de la loi, entre l'État, la chambre nationale des avoués près les cours d'appel et les représentants des salariés. Elle fixera les modalités de la convention de reclassement personnalisé dont les salariés pourront bénéficier.

Des moyens seront mobilisés : la convention prévoira des aides à la mobilité, des allocations compensant les pertes de revenus, des aides à la formation qui pourront se cumuler avec les indemnités de licenciement perçues en vertu de la loi.

Des dispositions spécifiques sont également prévues pour le reclassement des collaborateurs d'avoués. Vous avez voté dans le projet de loi de modernisation des professions un amendement qui prévoit que les collaborateurs d'avoués, diplômés avoués, auront droit à la spécialisation « procédure d'appel ».

Nous sommes donc parvenus à un dispositif global d'accompagnement des salariés qui prend en charge leur situation de façon à la fois complète et personnalisée.

II. L'examen parlementaire nous permet également d'aboutir à une solution juste et équilibrée pour l'indemnisation des avoués.

1. Comme pour les salariés, à ce stade de la discussion parlementaire, un certain nombre de **principes sont acquis** :

- **l'indemnisation** des avoués sera **fixée par le juge de l'expropriation**, selon ce que vous aviez voté en première lecture. Cette phase judiciaire sera précédée d'une offre d'indemnisation faite par la commission d'indemnisation.
- L'accord est aussi acquis sur le **champ de l'indemnisation** qui portera sur le préjudice de perte du droit de présentation, mais aussi le préjudice économique, le préjudice de carrière et tous les autres préjudices accessoires.
- Un consensus s'est aussi formé sur **l'entrée en vigueur** de la fusion des professions d'avocat et d'avoué au **1er janvier 2012**. A cette date, les avoués deviendront automatiquement avocats. Par ailleurs, ils bénéficieront de passerelles très avantageuses vers les autres professions du droit.

2. Pour ce qui reste en débat, je peux d'ores et déjà vous apporter les précisions suivantes qui sont les conditions d'une indemnisation efficace :

- Le texte prévoit que la commission d'indemnisation formule une offre d'indemnisation dans les 3 mois de la cessation d'activité. Bien évidemment, rien n'empêche que cette offre soit faite avant si les avoués fournissent tous les éléments nécessaires et j'y veillerai.
- Le texte prévoit également le versement d'un acompte de 50% du dernier chiffre d'affaires de même que le remboursement du capital restant dû. L'un comme l'autre peuvent être demandés dès la promulgation de la loi. Cet acompte sera imputé sur l'indemnité de perte de droit de présentation et aura donc le même traitement fiscal.

3. Reste en effet cette question de la **fiscalisation** ou non de ces indemnités et, le cas échéant, des modalités de cette fiscalisation.

- Le débat sur le principe de la fiscalisation de ces indemnités versées aux avoués, qui a eu lieu au Sénat l'année dernière, avait abouti à l'adoption d'un dispositif d'exonération fiscale et sociale. L'Assemblée nationale est revenue sur cette question et a voté un amendement de suppression de ces exonérations. En cela, elle a tenu compte du contexte global du budget 2011 qui est à la réduction des niches fiscales comme cela apparaît dans la loi de finances pour 2011 qui a été votée par votre Haute assemblée.

Pour le gouvernement, c'est le régime de droit commun qui doit s'appliquer, comme dans tous les précédents cas de suppression d'un monopole ou d'une profession (commissaires-priseurs, courtiers maritimes et avoués de première instance). Et pour ces professionnels, je rappelle que le montant des indemnités alloué était beaucoup moins élevé que celui qui est prévu aujourd'hui pour les avoués. Je rappelle également que ces indemnités ont été fiscalisées.

Par conséquent, et dans un contexte budgétaire rigoureux, ce **régime de droit commun** doit s'appliquer.

- Ainsi, dans le strict respect du principe d'égalité, chaque avoué sera traité comme, par exemple, un entrepreneur qui se trouverait dans la même situation que lui, qu'il parte en retraite ou poursuive une activité professionnelle.

Lorsque l'avoué poursuit une activité professionnelle, les plus-values seront égales au différentiel entre le montant de l'indemnité et la valeur d'acquisition de la charge. Toutefois, un mécanisme correctif existe pour les associés qui ont acheté leurs parts récemment : s'ils liquident leur société, la valeur d'acquisition de leurs parts sera prise en compte pour le calcul de la plus-value, qui sera soumise à l'impôt sur le revenu. Des dispositions spécifiques seront mises en place lorsque la fixation de l'indemnité et la liquidation de la société n'interviennent pas la même année, afin de permettre cette imputation : vous avez l'engagement du gouvernement sur ce point.

Pour les autres indemnités prévues par le texte, elles seront traitées aussi selon le droit commun. : par exemple, si le juge alloue une indemnité au titre du

préjudice moral, elle ne sera pas fiscalisée si elle est inférieure à un million d'euros, en vertu de l'article 96 de la LFI pour 2011. Par ailleurs, si un avoué perçoit une indemnité pour préjudice de carrière, elle sera soumise à l'impôt sur le revenu.

Ainsi, chaque avoué doit être traité comme toute personne qui perçoit une indemnité selon la nature de cette indemnité.

Mesdames, Messieurs les sénateurs,

En réformant la représentation devant les cours d'appel, le texte à votre examen simplifie la procédure d'appel, il s'inscrit dans le processus plus large de modernisation de la justice, puisqu'il s'accompagne d'une **réforme procédurale et d'une dématérialisation des échanges**.

La **réforme de la procédure d'appel** est destinée à mieux encadrer cette procédure en renforçant notamment les pouvoirs du conseiller de la mise en état. Elle aura

pour effet de rendre la procédure plus efficace. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier prochain.

Quant à la **mise en œuvre de la communication électronique** pour échanger avec les cours d'appel, elle sera rendue obligatoire progressivement en commençant par la déclaration d'appel. Ainsi, à compter du 31 mars 2011, la déclaration d'appel devra obligatoirement être faite par voie électronique. D'ici début février 2011, toutes les cours d'appel auront été formées à l'utilisation des logiciels nécessaires et les avoués qui l'auront demandé seront équipés des moyens permettant d'être raccordés à la plateforme de communication électronique des avocats. A ce jour, plus de 80% des avoués ont demandé les clés d'accès à cette plateforme. Le Conseil national des barreaux est prêt à mettre à disposition des avoués son réseau de formateurs agréés.

Soyez assurés que ce chantier de la dématérialisation électronique est primordial pour moi et c'est pour cette raison que mon cabinet tient des réunions mensuelles sur

le sujet car il n'est pas imaginable que la Justice reste en marge de ces possibilités technologiques.

Enfin, cette réforme ambitieuse nécessite l'engagement de chacun : Chancellerie, Conseil national des barreaux, Chambre nationale des avoués, greffes, avoués. Les avoués ne peuvent rester à l'écart de cet effort de modernisation.

Mon ambition est de mobiliser tous les moyens pour mettre en œuvre la dématérialisation, dans les délais prévus. Mes échanges avec les représentants des professions nous permettent de lever les difficultés et d'envisager des solutions pratiques satisfaisantes.

* *

*

Je me félicite de l'accord qui se dégage entre les assemblées : il porte sur les points essentiels du projet de loi à votre examen. Les discussions ont, en effet, permis de perfectionner le dispositif, le rôle du Sénat a été décisif.

A n'en pas douter, les débats que nous engageons, maintenant, préserveront l'équilibre de ce texte qui offre des garanties supplémentaires aux professionnels, et une clarification de la justice qui profitera au justiciable.

En effet, cette réforme est faite pour l'intérêt général qui doit primer, chacun en conviendra, sur les intérêts catégoriels.

Je vous remercie.